



Le 6 juillet 2006

Débat public sur le prolongement de la Francilienne

Intervention de Jean-Vincent Placé Président du groupe des Conseillers régionaux Verts Au Conseil Régional d'Ile de France

Nous allons ce soir clore le débat public sur le prolongement de la Francilienne et c'est en tant que **Francilien, en tant que conseiller régional Vert qui souhaite promouvoir la construction d'une écorégion que je m'exprimerai.**

D'abord, et vous le savez tous, ces jours derniers, Airparif qui surveille, la qualité de l'air dans la région, nous a avertis : il fait beau, donc le risque de pollution par l'ozone s'accroît. Il faut moins circuler, privilégier les transports en commun à la voiture individuelle, fermer nos fenêtres, protéger les anciens, les enfants, les asthmatiques et tous les insuffisants respiratoires.

Dans quel monde vivons nous où le beau temps devient un danger ?

Sachant que ce danger est principalement du fait du transport routier.

Et nous le savons depuis longtemps ! Alors je vous pose la question : Allons-nous, ici comme ailleurs, en tirer les conséquences ?

Voici quatre mois, les écologistes étaient aimablement mais formellement autorisés à contester, dans le cadre de ce Débat, l'opportunité d'un prolongement de l'autoroute A104.

Aujourd'hui, de commune en commune, de manifestation en consultation, il apparaît que le « non à l'A104 » s'affirme et s'accroît.

On a pu penser, d'abord, qu'il s'agissait du réflexe nimbiste de ceux qui disent : « oui à l'autoroute mais pas chez moi ».

Nous n'en sommes déjà plus là !

Le débat était enfermé, en réalité, dans une question piège : « quel est le tracé le moins nuisant que vous accepteriez puisqu'il faut bien boucler la Francilienne ? ».

Il a changé de nature. **Il s'agit, aujourd'hui, de savoir si les avantages supposés du prolongement l'emportent sur les nuisances, et ce n'est absolument pas sûr !**

L'idée d'un moratoire autoroutier progresse rapidement. Non seulement en Ile de France mais partout en France. La raison en est simple. On ne peut à la fois alerter l'opinion sur les désastres planétaires produits par l'effet de serre et sur les conséquences du renchérissement du prix du pétrole et continuer à raisonner comme avant : avec le « tout routier ».

Penser à 20, 30 ou 50 ans devant soi, nous oblige à anticiper, à penser des alternatives au « tout routier » pour le transport des personnes et des marchandises.

Les calculs, l'aveu en a été fait par le maître d'ouvrage, n'ont pas été effectués en augmentant le prix du carburant, mais, au contraire, en prévoyant une progression continue du parc automobile ! C'est un présupposé que plus rien n'autorise à retenir comme une certitude !

Les choix politiques sont des choix difficiles surtout quand ils affectent des si longues périodes, pourtant, nous voici placés devant une exigence des plus contraignantes : allons-nous, non seulement, tenir compte des coûts rapidement croissants de l'énergie, mais, plus encore, **travailler à diminuer la part du transport routier dans nos déplacements ?** Chaque contribuable sait qu'on ne peut tout faire à la fois et un euro consacré à la route, c'est un euro de moins consacré à la voie ferrée, à la voie d'eau et à l'amélioration des réseaux de transports collectifs.

Il faut sortir le plus vite possible du tout automobile, du tout camion, qui détruit notre cadre de vie et nous enferme dans des logiques économiques ni rentables ni soutenables rendant impossible la création et le développement de moyens de transports nouveaux, rapides, sûrs, confortables, non polluants et bon marché.

Je dois faire observer que les porte paroles et les élus de tous les partis politiques, sauf les Verts, ont adopté, d'une commune à l'autre, des positions différentes voire contradictoires, d'un bout à l'autre des 22 kilomètres concernés !

L'entêtement à ne pas vouloir reconnaître qu'aucun tracé ne convient dans notre région a quelque chose d'insensé.

Un certain nombre de citoyens se sont exprimés lors de ce débat, certains contre (et leur nombre a été croissant) et certains pour.

La démocratie participative a été mise en oeuvre, et en tant qu'élus j'y attache une grande importance. Elle est un outil indispensable à la prise de décision, un complément nécessaire à la démocratie représentative. Les décideurs devront maintenant, au nom de l'intérêt général, faire les choix finaux. Et pour nous, les Verts, le seul choix soutenable, vous l'aurez compris, est de ne pas réaliser le bouclage de la Francilienne.

Toujours est-il, et quelle que puisse être, *in fine*, la décision de l'État, qui peut, certes, briser la continuité des décisions convergentes prises, en leur temps, par MM. Bérégovoy, Balladur et Jospin, **j'affirme que la partie ne sera pas jouée. Nous utiliserons toutes les possibilités arbitrales, juridiques et politiques pouvant permettre de faire reculer puis abandonner un projet qui n'est plus de notre temps et qui nous interdit, budgétairement, de réaliser, en priorité, en Ile de France, d'autres infrastructures de déplacements transversales d'Est en Ouest.**

Notre opposition, définitive, à tous les tracés envisagés s'est nourrie et continuera de se nourrir de tous les événements qui font, à présent, progresser la dimension écologique des politiques publiques. **Nous sommes confiants.**